

COP21 : l'aide du nord pour les pays du sud

En tapant du poing sur la table dès l'ouverture des dernières négociations préparatoires avant la conférence de Paris, les pays en développement ont profondément modifié la donne dans le jeu complexe de la diplomatie climatique. Ils ont rappelé qu'ils font déjà face aux dévastations causées par le réchauffement du climat. Et qu'ils ont besoin de l'aide des pays du Nord pour y faire face : il en va de leur survie.

Exit la rhétorique feutrée de la diplomatie climatique, place aux formules coup de poing. *"Pour nous, le changement climatique est un enjeu existentiel. C'est une question de vie ou de mort"*, lâche l'ambassadrice sud-africaine Nozipho Mxakato-Diseko devant une salle de presse comble. Elle s'exprime au nom des 134 pays en développement et émergents du [groupe G77](#). Elle tient à rappeler que le réchauffement climatique pour le groupe de pays qu'elle représente est intimement lié aux questions de sécurité alimentaire, de logement, de développement.

Seulement, pour pouvoir répondre à ces enjeux, il faut disposer d'une force de frappe financière conséquente dont ne disposent pas les pays en développement. Aussi, la question de l'engagement financier des pays du Nord au profit des pays du Sud se trouve au cœur des négociations. Or les pays développés n'ont pris aucun engagement financier d'ici 2020. Pour eux, les mécanismes et structures déjà existants (comme le [Fonds vert](#), mais aussi le Fonds d'adaptation ou encore le Fonds pour les pays les moins avancés) suffisent. Les pays en développement rétorquent que ces instruments souffrent d'un manque de financement chronique et qu'ils ne répondent pas à leurs besoins immédiats.

Deux positions s'opposent donc alors que s'achève la dernière séance de négociations officielles avant la conférence de Paris.

Depuis Copenhague, ce groupe G77 a gagné en influence, parce qu'il représente 80 % de la population mondiale et compte dans ses rangs des pays devenus des poids lourds de l'économie mondiale : Brésil, Chine, Inde. Et quand près de 6 milliards d'habitants parlent à l'unisson, il est difficile de ne pas les entendre... Ce groupe s'est mis d'accord sur les mécanismes d'adaptation au changement climatique et sur les pertes et dommages subis. Autrement dit, sur deux mécanismes de financement Nord/Sud.

L'adaptation comprend les mesures préventives contre les effets du réchauffement climatique (comme par exemple la construction de digue contre la montée du niveau de la mer). Le mécanisme de pertes et dommages apparaît quand on ne peut prévenir et qu'on doit guérir. En clair, il s'agit de fournir aux populations les plus vulnérables des polices d'assurance, financées par les pays du Nord. A l'évidence, les pays pauvres ont besoin des pays du Nord pour survivre.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID